



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRIVIUM METAL PACKAGING FRANCE SAS

Dynapôle - BP 50013
54712 LUDRES

Référence : CM/NW/15_2023

Code AIOT : 0006200381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement TRIVIUM METAL PACKAGING FRANCE SAS implanté 131 rue Pierre Fresnel - Zone Industrielle - BP 13 - 54712 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 15/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Relevant de la Directive IED, la société TRIVIUM METAL PACKAGING FRANCE SAS a fourni un rapport de base et un dossier de réexamen suite à la publication des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (BREF STS/WPC parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 publiée au Journal officiel de l'Union Européenne du 9 décembre 2020). Les documents transmis le 27 décembre 2021 et le 9 février 2022 nécessitent des compléments demandés par courrier de l'inspection du 19 octobre 2022. Les compléments ont été adressés par courriel du 16 décembre 2022 et ont fait l'objet d'échanges lors de la présente visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM METAL PACKAGING FRANCE SAS
- 131 rue Pierre Fresnel - Zone Industrielle - BP 13 - 54712 LUDRES
- Code AIOT : 0006200381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS fabrique des couvercles et fonds de boîtes en métal appertisés sous le régime de l'autorisation réglementée par l'arrêté préfectoral 2010/221 du 15 juillet 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des émissions GIC/plan de surveillance
- Dossier de réexamen au titre du BREF WTS
- Action sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Programme de plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32	/	Lettre de suites	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Obligation de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32	/	Sans objet
2	Obligation de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Sans objet
4	Fréquence	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 33	/	Sans objet
5	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 39.1	/	Sans objet
6	Résultats de campagne	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 67	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte ses obligations en terme de surveillance de ses émissions atmosphériques. Il est également à noter l'engagement volontaire de mesures de réduction des consommations d'eau industrielle sur le site de Ludres.

Les compléments fournis en date du 16 décembre 2022 répondent aux compléments demandés par rapport au rapport de base et au dossier de réexamen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise en place d'une surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 29 (pollution atmosphérique).
Constats : Les émissions atmosphériques font l'objet de mesures périodiques dont le résultat est transmis à l'inspection des installations classées ainsi que d'un plan de gestion des solvants et d'un schéma de maîtrise des émissions de COV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Obligation de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise en place d'une surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de : 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe III, assurent une surveillance de la qualité de l'air.
Constats : Au vu des données du dernier plan de gestion des solvants pour l'année 2021, les rejets de composés organiques sont estimés à 26 kg/h pour un taux d'émissions diffuses de 7 % dont 0,2 % de composés visés à l'annexe III. En conséquence, la société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS n'est pas soumise à l'obligation de surveillance de la qualité de l'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Programme de plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 29 (pollution atmosphérique).
Constats : L'exploitant fait réaliser des mesures périodiques au moins une fois par an. La dernière série de mesures a eu lieu les 30 novembre et 1 ^{er} décembre 2021 et les résultats sont conformes pour les 3 lignes V02, V06 et V09. En parallèle, un contrôle inopiné des émissions a été fait le 20 octobre 2022. Il met en évidence une mesure de la teneur en monoxyde de carbone non conforme (175 pour 100 mg/Nm ³) sur la ligne V09. La ligne a été arrêtée et le démontage du bouclier de l'incinérateur a permis de détecter une fissure sur la première enveloppe. Les travaux sont en cours et l'exploitant informera l'inspection des installations classées de la remise en service de la ligne V09.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suites

N° 4 : Fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an les mesures concernant les polluants visés à l'article 29 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. Ces mesures sont faites conformément aux normes en vigueur. Les résultats de ces mesures sont transmis dans le mois suivant leur réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant respecte les périodicités des mesures de surveillance des émissions. Les prochaines mesures sont prévues après la période de maintenance de février 2023. Elles permettront, entre autre, de vérifier la conformité des émissions en monoxyde de carbone de la ligne V09 après réalisation des travaux en cours (cf. constat n° 3).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 39.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau - Ressources prélevées - Valeurs limites de prélèvements		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Vérification de l'origine de l'eau du site et des réseaux d'eaux industrielles Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³)	Utilisation
Eau du réseau public de distribution	21 000 m³	Eaux industrielles et eaux sanitaires
Constats : L'exploitant a déclaré une consommation d'eau de 14 148 m³ pour l'année 2021 (GEREP). Les actions suivantes sont mises en place en vue de suivre et réduire la consommation d'eau à usage industriel sur le site de Ludres : - suivi d'un plan de gestion de l'eau ; - relevé général et hebdomadaire par ligne ; - actions de réduction, en particulier changement des buses de rinçage de la ligne V09 qui a permis de diviser par 5 la consommation d'eau. Ces changements vont être étendus aux autres lignes courant 2023 ; - tableau de suivi par poste (eau, énergies,...).		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 6 : Résultats de campagne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2022, Résultats de campagne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">- des utilisations d'eau. Le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;- de la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant transmet dans les mêmes délais par voie électronique à l'inspection des installations classes une copie de cette déclaration.
Constats : L'exploitant remplit ses obligations via sa déclaration GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet